

Notre principal problème, c'est la manière dont nous sommes perçus dans le monde dès que nous employons la force contre la population arabe. On ne nous croit plus, même lorsque nous avons raison. C'est pourquoi, même si le gouvernement aimerait bien envoyer des avions et des tanks dans les territoires et y procéder à des expulsions massives, il comprend qu'il ne peut pas le faire sans être mis au ban de la communauté internationale et sans rompre avec les États-Unis. Il n'y a donc pas de solution à la situation des civils en Israël : la perte de la sécurité intérieure est le prix que nous devons payer pour le refus de Yitzhak Shamir de négocier des concessions territoriales. Les démagogues, les hystériques et les imbéciles continueront donc de faire la fête.

En attendant que les choses changent, il ne nous reste plus qu'à conseiller à tout le monde de se jeter à terre à chaque fois que Yankel, Yitzik, Momo et Yoska sortiront leurs revolvers. Ils ont le droit et le devoir de tirer, mais qui nous assure qu'ils savent viser ?

Yoel MARCUS
Haaretz, 26 mars 1991.

UNE VISITE DE BAKER DIFFÉRENTE ?

Le premier ministre Shamir est tellement inquiet à l'idée que la diplomatie américaine se mette en branle après la victoire contre l'Irak qu'il se délecte à la lecture des rapports qui lui sont fournis par les services de renseignement et qui lui racontent que la guerre n'est pas encore finie. On promet à Shamir que les Saoudiens, les Égyptiens et les Américains sont encore occupés à régler les problèmes dans le Golfe, et c'est pourquoi il se plaint à qui veut bien l'entendre que Saddam Hus-

sein respire et mord encore. *Maariv* a cité ses propos contre les « deux poids, deux mesures » de la justice américaine qui permet que le sang kurde soit versé alors que l'on refuse à Israël de garder « quelques dizaines de kilomètres ». Mais voilà que Baker surprend Shamir, et inclut une visite aux réfugiés kurdes dans sa nouvelle tournée moyen-orientale !

(...) Une deuxième visite du secrétaire d'État américain en moins d'un mois dans un pays où il n'avait jamais mis les pieds auparavant, voilà qui semble indiquer que la détermination américaine à appliquer un nouvel ordre régional n'est pas moins grande que celle qui a été démontrée politiquement, économiquement et militairement depuis que Saddam Hussein a ébranlé l'ordre régional précédent. Il est d'ailleurs fort possible que Baker veuille compenser la gêne dans laquelle se trouve l'administration américaine du fait du mauvais finish de la guerre, par un succès diplomatique en Israël. Les États-Unis, frustrés de leur impuissance face au massacre des Kurdes, pourraient bien se montrer plus sensibles qu'auparavant à l'expulsion de Palestiniens. D'autant que la question kurde est considérée, du moins formellement, comme un problème irakien interne, ce qui n'est pas le cas du conflit entre l'occupant israélien et l'occupé palestinien.

Dans un tel contexte, si Baker revient à Jérusalem, ce n'est pas pour entendre Shamir répéter une fois de plus son « Non » à l'échange de territoires contre la paix, ni pour réécouter ses explications douteuses sur la colonisation dans les territoires. Si l'envoyé de Bush se déplace, c'est pour préparer le terrain à une probable initiative américaine intensive. (...) Sa mission consiste à amener les différentes parties à la table de négociations, et pour y arriver il se contentera de les rassembler autour du plus petit dénominateur commun qu'il détient, la résolution 242 du Conseil de sécurité, en laissant aux Arabes et à Israël le soin de définir eux-mêmes ce qu'ils

entendent par « retrait de territoires » ou « frontières sûres ».

Mais cette désinvolture méprisante de Baker n'est pas digne de Shamir, qui n'est pas un enfant que l'on peut manipuler en lui faisant avaler une pilule amère enveloppée dans l'emballage d'un bonbon. Shamir n'est pas un simple client récalcitrant que l'on peut séduire par un discours au vocabulaire complexe. Il sait que toute négociation, directe ou indirecte, avec ou sans la participation de l'OLP, placera Israël (mais pas tout Israël) dans une confrontation solitaire face à un consensus international qui estime que le principe du retrait de territoires signifie le retrait de Hébron, de Naplouse, et sans doute aussi de Jérusalem. Ce n'est qu'après avoir admis ce principe qu'il devient possible d'en marchander le prix, et Shamir n'est absolument pas prêt à payer. Si Baker ne dévoile pas tout de suite cette ligne dans le contrat, il passera son temps à voler pour rien dans son avion, comme tous ses prédécesseurs qui ont cru qu'ils seraient capables d'imaginer un chemin détourné pour guider Shamir jusqu'à une table à laquelle il ne veut pas s'asseoir.

Akiva ELGAR
Haaretz, 7 avril 1991.

L'ÉNIGME SHAMIR

Radieux, arborant un large sourire inhabituel et entouré d'une cour d'admirateurs ravis, Yitzhak Shamir a annoncé à la nation qu'il s'apprêtait à soumettre de « nouvelles idées » au secrétaire d'État, James Baker. Il s'est bien gardé, évidemment, de rendre publics les détails de ces « nouvelles idées » avant de les présenter à l'invité américain, mais tous les journaux ont publié des manchettes à la « une » : « *Shamir: De nouvelles idées* ».

Pas étonnant que Shamir soit content :

tous les quelques mois, il nous sert le même rituel et à chaque fois, la presse avale le morceau. Un officiel de haut niveau arrive en Israël, et deux jours avant sa visite le bureau du premier ministre commence à distiller des fuites sur des « comités de travail », des « groupes de réflexion », des « documents de travail » et même sur des « contacts interministériels ». La veille de la visite, on parle carrément de « nouvelles propositions » et de « courants de pensée originaux ». Ensuite la rencontre a lieu, et tout reste comme avant. Les dossiers retrouvent leurs étagères jusqu'à la prochaine visite. On procèdera alors à un dépoussiérage des textes, une secrétaire se chargera de passer le dixième paragraphe en tête et vice-versa, les groupes et les comités seront convoqués, ils bavasseront et changeront quelques intitulés, il y aura des fuites, Shamir fera un discours devant les invités d'une fête folklorique et les journaux annonceront qu'il a de nouvelles idées. Dans les couloirs de ses bureaux, tout le monde rigolera, une fois de plus.

(...) Les esprits brillants du gouvernement israélien passent leur temps à inventer de nouvelles formulations destinées à fermer le cercle vicieux, c'est-à-dire à continuer le processus politique sans le faire progresser, à créer une impression d'ouverture tout en piétinant sur place, à faire semblant de marcher « avec » alors qu'on va « sans ». Or, la seule question qui se pose est la suivante : Shamir veut-il qu'il y ait un processus de paix ? A cette question, il n'existe pas de réponse officielle.

Pourtant, d'un point de vue shamirien, jamais les conditions n'avaient été si propices. Le monde entier a avalisé le « gadget » des négociations parallèles ; les États-Unis ont adopté l'idée de la nécessité d'une conciliation entre Israël et les États arabes ; l'idée a été admise que les pays arabes devaient faire des gestes pour montrer leur bonne volonté et calmer les craintes justifiées d'Israël ; la conférence internationale, proposition terrifiante, a été emballée dans de la naphtaline ; l'OLP-Tunis a été jetée à la poubelle par les Arabes eux-mêmes ; le